

20210625 Libération

https://www.liberation.fr/societe/a-paris-les-exiles-plantent-leurs-tentes-sous-les-fenetres-de-l-hotel-de-ville-20210625_3SKVRISRCJEKZEIMH2KVPJLFM/

[Accueil](#) / [Société](#)

Réfugiés

Pour un meilleur accueil, les exilés plantent leurs tentes au pied de l'hôtel de ville de Paris

Article réservé aux abonnés

Migrants, réfugiés... face à l'exodedossier

TRIBUNE



Les familles installées devant l'hôtel de ville de Paris, le 24 juin au soir. (Geoffroy Van der Hasselt/AFP)

par [Gurvan Kristanadjaja](#)

il y a 58 min

C'est un rituel ces dernières semaines : tous les soirs, des bénévoles de l'association Utopia 56 se donnent rendez-vous sur le parvis de l'hôtel de ville de Paris avec des exilés restés à la rue. L'objectif : les placer le temps d'une nuit chez des particuliers volontaires, faute d'hébergement garanti par l'Etat. Ces derniers temps, avec la fin du couvre-feu et la reprise de la vie «normale», les places se font de plus en plus rares. Les locaux prêtés pendant le confinement par les entreprises ont retrouvé leur usage, c'est donc souvent sous un pont en périphérie de Paris qu'une partie des migrants passent la nuit, dans des tentes prêtées par l'association.

Pour «visibiliser» ces conditions de vie qu'ils estiment indignes, Utopia 56 a décidé, ce jeudi soir, d'installer les tentes directement sur le parvis de la mairie. «*On demande la mise à l'abri de ces personnes par la préfecture. Parmi eux, il y en a un certain nombre qui sont des primo-arrivants, pour beaucoup des familles. Elles ne devraient pas dormir à la rue*», explique

Nikolaï Posner, en charge de la communication. L'association est coutumière des coups médiatiques : [en novembre, elle avait déjà établi un camp sur la place de la République](#).

Un monde plus clément

A 20 heures pétantes, des fourgonnettes débarquent près du parvis et les exilés s'y précipitent. **Chacun prend sa tente et en moins de trente secondes, les 80 familles sont installées, chacune en rang. En dépliant la sienne, Sékou exulte : «C'est ça la France !» s'amuse-t-il en voyant ses camarades envahir la place. Voilà trois mois qu'avec son ami Adama, ils dorment à la rue. Les deux Maliens disent avoir quinze ans, tendant un acte de naissance pour le prouver. Pourtant, lors de l'entretien passé à la DEMIE 75 (1), au cours duquel est évalué l'âge des exilés, ils ont été rangés dans la catégorie des majeurs. Résultat, ils ne bénéficient pas de l'accompagnement prévu pour les mineurs non accompagnés. Depuis trois mois, ils attendent que leur recours puisse aboutir pour aller à l'école. «C'est dangereux de vivre dehors, on ne veut pas de ça», disent les deux compères.**

En mai dernier, Sékou a écrit de ses mains une lettre au président du tribunal pour enfants de Paris : «Je m'appelle Sékou et j'ai 15 ans. Mon oncle a planifié mon voyage, car ma mère est décédée, mais je ne sais pas si mon oncle a prévenu mon père de son projet. Il a payé mon transport en bateau. Je suis arrivé en Espagne aux îles Canaries, puis je suis allé à Madrid et ensuite en France. Je suis seul, et sans famille.» Pour l'heure, il vit grâce à l'aide d'Utopia 56 et de ses bénévoles. Sur le parvis de l'hôtel de ville, Sékou et Adama disent qu'ils vont s'endormir avec l'espoir de se réveiller dans un monde plus clément pour eux.

Revivre le même film

A quelques tentes de là, on croise Mustafa et Mujtabo, deux Afghans accompagnés de leurs parents. Eux découvrent à peine la France, ils y sont depuis huit jours seulement. Pendant six ans, ils ont vécu en Finlande, où ils ont déposé une demande d'asile. La petite famille s'est installée là-bas, le temps des procédures, et les enfants, 20 et 21 ans aujourd'hui, ont appris le finnois. Il y a quelques semaines, ils ont dû tout recommencer à zéro. Leur demande d'asile est déboutée, ils ont été menacés d'expulsion. Direction donc la France, «*pays des droits de l'homme*», où ils dorment depuis dans la rue.

Le père de famille, un petit homme âgé de 52 ans qui a embarqué toute sa famille pour fuir les talibans, se tient droit comme un i devant sa tente. Depuis son arrivée en France, il a l'impression de revivre en permanence le même film : immigration, intégration, expulsion. La famille espère pouvoir s'établir en France, même s'ils savent qu'à cause du règlement de Dublin, ils risquent fort d'être renvoyés vers la Finlande (le règlement prévoit que le premier pays dans lequel un exilé fait une demande d'asile soit responsable de la prise en charge de son cas). «*On est prêt à tenter le coup, on n'a pas le choix*», affirme l'aîné.

Situation inquiétante

Au fond du campement provisoire de l'hôtel de ville, Elenne, 13 ans, s'installe également dans sa tente. Cette adolescente géorgienne est arrivée en France il y a trois ans avec ses parents et sa sœur. Ils ont d'abord pu bénéficier d'un hébergement dans le Jura, le temps que leur demande d'asile soit traitée. L'adolescente a appris le français, qu'elle parle parfaitement,

et s'est fait un tas d'amies dans ce petit village où la famille a refait sa vie. Il y a quelques semaines, la demande a été déboutée, ils ont reçu une obligation de quitter le territoire.

«*Depuis on dort dehors, regrette la jeune fille. J'ai essayé de m'inscrire à un collège mais je n'y arrive pas car nous n'avons pas d'hébergement stable. On pensait que la France pouvait nous aider, car c'est un pays sans guerre. Mais la France ne nous a pas aidés, désormais je peux le dire. J'imaginais réussir mes rêves, vivre tranquillement, mais ça fait deux mois qu'on dort dans des tentes*», explique Elenne avec flegme.

Aujourd'hui, la situation de ces familles sans hébergement à Paris commence à inquiéter. Dans une lettre datée de mercredi envoyée par la mairie de Paris à la préfecture de région et consultée par l'AFP, l'adjoint d'Anne Hidalgo en charge de l'accueil des réfugiés, [Ian Brossat](#), attire l'attention de l'Etat «*sur la situation des familles demandeuses d'asile sans solution d'hébergement à Paris, dont les signalements se multiplient*». «*Pour ne pas laisser perdurer cette situation, au risque de voir se reconstituer des campements de grande ampleur tels qu'ils ont pu exister ces dernières années dans le Nord parisien*», a-t-il ajouté, «*nous demandons qu'une prise en charge des familles puisse être réalisée dans les meilleurs délais*». En attendant, Sékou, Adama, Mustafa, Mujtabo, Elenne et les autres pourraient continuer à dormir sous les fenêtres de l'hôtel de ville.

(1) *Dispositif d'évaluation des mineurs étrangers isolés*